

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/KAZ/34/Rev.1

23 septembre 2002

(02-5099)

**Groupe de travail de
l'accession du Kazakhstan**

Original: anglais

ACCESSION DU KAZAKHSTAN

Aide-mémoire sur la législation du commerce extérieur
Amendements apportés à la législation relative au commerce extérieur
depuis la dernière réunion du Groupe de travail en juillet 2001

Révision

Le Ministère de l'économie et du commerce de la République du Kazakhstan a communiqué les renseignements ci-après en demandant qu'ils soient distribués aux membres du Groupe de travail.

Depuis la dernière réunion du Groupe de travail, le Kazakhstan s'emploie activement à mettre les actes législatifs régissant son commerce extérieur en conformité avec les règles et principes de l'OMC.

Les lois relatives au commerce extérieur adoptées au cours de la période susmentionnée sont indiquées ci-dessous.

Tableau 1

N°	Intitulé de la loi	Date de sa signature par le Président de la République du Kazakhstan
1	Sur les modifications et ajouts à la Loi sur l'audit	15 janvier 2001
2	Sur les modifications et ajouts à certains actes législatifs traitant de la question des territoires naturels faisant l'objet d'une protection spéciale	23 janvier 2001
3	Sur la propriété foncière	24 janvier 2001
4	Sur les modifications et ajouts à certains actes législatifs concernant la réglementation des changes	30 janvier 2001
5	Sur les modifications et ajouts à la Loi sur les banques et les activités bancaires	2 mars 2001
6	Sur les modifications et ajouts à la Loi sur les médias	3 mai 2001
7	Sur les activités touristiques en République du Kazakhstan	13 juin 2001
8	Sur la protection des schémas de configuration de circuits intégrés	29 juin 2001
9	Code des impôts et autres paiements obligatoires au budget	12 juin 2001
10	Sur les modifications et ajouts à certains actes législatifs concernant la question de la zone économique spéciale "Astana, ville nouvelle"	5 juillet 2001
11	Sur les modifications et ajouts à la Loi sur le marché des valeurs	11 juillet 2001
12	Sur les modifications et ajouts à la Loi sur la certification	11 juillet 2001
13	Sur les modifications et ajouts à certains actes législatifs concernant les questions de faillite	11 juillet 2001
14	Sur les activités d'architecture, d'urbanisme et de construction en République du Kazakhstan	16 juillet 2001
15	Sur les modifications et ajouts à la Loi sur l'élevage du bétail	14 décembre 2001
16	Sur les modifications et ajouts au Décret présidentiel sur l'utilisation de l'espace aérien et les activités aériennes en République du Kazakhstan	15 décembre 2001
17	Sur la réglementation de l'aviation civile	15 décembre 2001
18	Sur les modifications et ajouts à la Loi sur les communications	24 décembre 2001
19	Sur les transports ferroviaires en République du Kazakhstan	8 décembre 2001
20	Sur la marine marchande	17 janvier 2002
21	Sur les modifications et ajouts à la Loi sur la phytoquarantaine	18 février 2002
22	Sur la protection de l'atmosphère	11 mars 2002
23	Sur les marchés publics	16 mai 2002
24	Sur le franchisage	21 juin 2002
25	Sur les modifications et ajouts au Décret présidentiel sur la tenue des livres de compte	24 juin 2002
26	Sur la protection des végétaux	3 juillet 2002
27	Sur les services vétérinaires	10 juillet 2002

Des amendements concernant l'audit, les rapports des vérificateurs des comptes et les restrictions au droit de mener un audit ont été introduits dans la Loi sur l'audit.

Des ajouts concernant la structure des cabinets d'audit, le montant du capital autorisé, les qualifications du chef d'un cabinet d'audit, les pouvoirs d'un cabinet d'audit ainsi que la composition de la Commission de qualification sur les attestations des auditeurs et un nouvel article sur l'assurance ont été introduits dans la loi.

Des ajouts concernant la propriété et l'organisation des territoires naturels faisant l'objet d'une protection spéciale, les réserves naturelles d'État, l'appui aux réserves d'État et les modalités de formation des réserves d'État ont été introduits dans la Loi sur les territoires naturels faisant l'objet d'une protection spéciale.

Des amendements ont également été introduits sur la compétence des organes exécutifs; la finalité des fonds des réserves naturelles d'État et les types de territoires naturels faisant l'objet d'une protection spéciale; le statut juridique et les zones protégées des territoires naturels faisant l'objet d'une protection spéciale; le concept de réserves naturelles d'État et les modalités d'utilisation de ces dernières à des fins culturelles, pédagogiques, formatives, touristiques et autres; le zonage et les modalités d'utilisation des territoires des parcs naturels nationaux; et les ressources du budget de l'État consacrées aux territoires faisant l'objet d'une protection spéciale.

La Loi sur la propriété foncière stipule les fondements, les modifications et l'extinction des droits de propriété et d'usage des terres, les modalités de l'exercice des droits et obligations des propriétaires et des utilisateurs des terres, la réglementation des relations entre les parties concernées afin de garantir l'utilisation efficace et la protection des terres, la préservation de leur fertilité, la préservation et l'amélioration de l'environnement naturel, la création des conditions nécessaires au développement de toutes les formes d'aménagement économique, la protection des droits à la terre des personnes physiques et morales et de l'État, la création et l'expansion d'un marché immobilier et le renforcement de la réglementation dans le domaine des relations entre les parties concernées.

La loi couvre, directement ou indirectement, les dispositions de l'Accord sur l'agriculture, de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires et de l'Accord général sur le commerce des services.

Des amendements et des ajouts ont été introduits dans les Lois sur la réglementation des changes et sur les statistiques nationales. S'agissant de la Loi sur la réglementation des changes, les ajouts portent avant tout sur les principaux concepts utilisés dans la législation, les transactions de change, les organes de réglementation des changes et les restrictions sur les transactions de change. Des amendements ont également été introduits dans les domaines des licences de transaction, de l'utilisation des valeurs de change, de la soumission des rapports et informations sur les transactions de change et les agents de change.

S'agissant de la Loi sur les statistiques nationales, les amendements portent sur l'expansion du champ d'application de la loi aux filiales et aux représentants des personnes morales étrangères menant des activités sur le territoire de la République du Kazakhstan.

Dans la Loi sur les banques et les activités bancaires, les ajouts portent sur les filiales des banques et plus spécifiquement sur les modalités et les spécificités de l'octroi de licences pour leur ouverture et sur les engagements des filiales. Des amendements ont été introduits concernant les personnes affiliées: procédure d'octroi du consentement à l'acquisition du statut de participant majoritaire, mesures d'application de la réglementation concernant les personnes affiliées, présentation de la comptabilité.

Les signes d'instabilité du statut financier d'un demandeur de statut de participant majoritaire et des personnes morales cherchant à obtenir un statut de holding bancaire ont été précisés et des conditions supplémentaires ont été introduites dans les transactions bancaires et la composition des normes prudentielles.

Afin de protéger les intérêts des créanciers et d'assurer leur participation dans les procédures de liquidation volontaire ou forcée des banques, la loi stipule également la création d'un comité des créanciers des banques liquidées.

Dans la Loi sur les médias, les amendements portent sur les grands principes utilisés dans la législation: procédures d'enregistrement et de retrait des dossiers, diffusion des médias, transfert officiel des dossiers, engagements des journalistes, activités des représentants des médias étrangers, fondements de la responsabilité en cas de violation de la législation des médias.

La Loi sur les activités touristiques en République du Kazakhstan stipule les bases juridiques, économiques, sociales et organisationnelles des activités touristiques. Elle précise les types de services fournis, les formes de tourisme, leurs finalités, les domaines prioritaires et les formes de réglementation des activités touristiques par l'État.

La Loi sur la protection des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés régit les rapports de propriété et autres découlant de la création, de la protection juridique et de l'utilisation des topographies; à savoir les conditions de protection des topographies, la reconnaissance de la paternité des topographies, de la date d'expiration et de la protection des droits exclusifs, ainsi que les droits des personnes physiques et morales étrangères et des apatrides.

Le Code des impôts et autres paiements obligatoires au budget régit les procédures d'établissement, d'introduction, de calcul et de paiement des impôts et autres versements obligatoires au budget ainsi que les relations entre l'État et les contribuables afférentes à l'exécution des obligations fiscales.

De nouveaux concepts ont été introduits dans la législation, à savoir ceux d'impôt sur les sociétés et d'impôt sur le revenu des particuliers. La formulation de tous les concepts fondamentaux est donnée dans le Code des impôts. Celui-ci établit aussi les procédures d'application des méthodes destinées à assurer l'accomplissement des obligations fiscales non exécutées en temps voulu et de collecte obligatoire des dettes fiscales et il précise les procédures d'inspection fiscale et d'imposition des personnes physiques ou morales non résidentes.

Une nouvelle mesure de collecte obligatoire des dettes fiscales a été introduite: l'émission obligatoire de nouvelles actions. Deux modes de représentation – la représentation juridique et la représentation par personne autorisée – ont également été introduits pour la première fois dans la législation.

Le Code des impôts précise également les procédures de compensation et de remboursement des versements excédentaires de l'impôt et les autres paiements obligatoires au budget sur les pénalités et amendes alors que la loi en vigueur jusqu'alors ne traitait que des compensations sur les impôts.

Des amendements et des ajouts ont aussi été introduits dans le Code des impôts dans le contexte des exonérations de la TVA, de l'imposition des marchandises vendues sur le territoire de la zone économique spéciale d'"Astana, ville nouvelle", et des exonérations d'impôts fonciers.

Des amendements ont été apportés à la Loi sur les douanes: ils portent sur la création de procédures douanières dans les zones exonérées d'impôt et d'entreposage en franchise, et sur les

spécificités de la réglementation douanière dans le territoire de la zone économique spéciale d'"Astana, ville nouvelle".

Des éclaircissements portant sur les règles du commerce des valeurs et les organisations autorégulées ont été introduits dans la Loi sur le marché des valeurs.

Des amendements et des ajouts ont été introduits dans la Loi sur la certification: ils visent les droits et les devoirs de l'organe d'État de normalisation, métrologie et certification; les types de certification des marchandises, processus, travaux et services; les prescriptions de sécurité que les marchandises doivent remplir; et les procédures d'adoption d'une déclaration de conformité requise pour confirmer la conformité des marchandises.

La Code civil de la République du Kazakhstan a été modifié dans le contexte de la priorité à donner à la satisfaction des demandes des créanciers, y compris les compensations pour droit d'auteur.

La Loi sur les activités d'architecture, d'urbanisme et de construction en République du Kazakhstan régit les relations entre les organes d'État et les personnes physiques et morales se livrant à des activités d'architecture, d'urbanisme et de construction et elle vise à assurer des résidences de valeur et des activités aux individus ainsi que le développement harmonieux des établissements humains et des territoires extérieurs.

Les amendements et ajouts à la Loi sur l'élevage du bétail visent à préserver et accroître le pool génétique d'animaux de reproduction et à reproduire et améliorer leurs capacités de production.

La loi régit les activités des organes d'État ainsi que des personnes physiques et morales se livrant à l'élevage de bétail.

Des ajouts ont été introduits dans les clauses générales du Décret sur l'utilisation de l'espace aérien et les activités aériennes en République du Kazakhstan ainsi que dans la liste des violations des procédures d'utilisation de l'espace aérien kazakhe et dans les mesures appliquées à l'encontre des avions violant les frontières. Une certification et des procédures d'exécution des modalités de certification des techniques, des travaux et des services liés à l'aviation civile et des procédures d'exécution des activités aéroportuaires ont été introduites.

La Loi sur la réglementation par l'État de l'aviation civile établit les éléments juridiques et organisationnels fondamentaux de la réglementation par l'État des activités des personnes physiques et morales dans le domaine de l'aviation civile. Elle spécifie les pouvoirs du gouvernement et d'un organe habilité en matière de réglementation de l'aviation civile, les compagnies et les routes aériennes, les procédures de certification, d'audit, d'autorisation d'utiliser les avions, les aérodromes et les aéroports.

Les amendements introduits dans la législation sur les communications portent sur l'utilisation du spectre des radiofréquences et les positions orbitales des satellites de communications ainsi que sur les procédures d'octroi de licences.

La Loi sur les transports ferroviaires régit les rapports entre les transporteurs, les organisations de transport ferroviaire, les organes d'État, les voyageurs, les expéditeurs, les destinataires, les consignateurs, les consignataires, et les autres personnes physiques et morales lors du transport par voie ferroviaire de passagers, de bagages, de marchandises et de courrier.

La Loi sur la marine marchande établit les éléments juridiques, organisationnels, économiques et internationaux fondamentaux de la marine marchande, régit les rapports entre les

parties intéressées concernant le transport des voyageurs, des bagages et des marchandises, et assure la sécurité des transports maritimes et la protection de l'environnement.

Des ajouts ont été introduits dans la formulation de la Loi sur la phytoquarantaine: ils élargissent les compétences de l'organe habilité et des autorités locales de gestion. Des amendements ont été apportés dans les dispositions du système national de quarantaine, dans les organes chargés de faire appliquer la réglementation dans ce domaine, dans les droits des inspecteurs responsables de la phytoquarantaine, dans les droits d'importation et d'exportation des produits pouvant être mis en quarantaine et dans la responsabilité des atteintes à la législation sur la phytoquarantaine.

La Loi sur la protection de l'atmosphère établit les éléments juridiques, économiques et sociaux fondamentaux de la protection de l'atmosphère et a pour objet de garantir la sécurité écologique du Kazakhstan et les droits des citoyens à jouir d'un environnement favorable à la vie et à la santé et à être informés de l'état de cet environnement.

La Loi sur les marchés d'État régit les rapports entre parties intéressées lors de l'achat de marchandises, travaux ou services par des organes, institutions d'État et/ou entreprises d'État et des sociétés par actions contrôlant des blocs d'actions appartenant à l'État et affiliées à des personnes morales.

La Loi sur le franchisage régit les rapports entre parties intéressées lors des demandes de licence d'entreprise et elle a pour objet de contribuer au développement du franchisage et de le soutenir. Elle précise la teneur des contrats de licence d'entreprise, les droits et devoirs des intéressés, et le rôle des organes d'État dans le développement et le soutien des licences d'entreprise dans la République du Kazakhstan.

Le Décret présidentiel sur la tenue des livres de compte a été renommé Loi sur la tenue des livres de compte et la comptabilité financière.

Des amendements ont été apportés à la réglementation par l'État de la tenue des livres de compte et au système de comptabilité financière; aux normes comptables et aux modèles de tenue des livres comptables; au système de comptabilité, aux documents comptables et aux contrôles internes; et à l'évaluation des livres de comptabilité financière.

Des ajouts ont été introduits dans la législation concernant les normes internationales de comptabilité financière; les principes et principales caractéristiques de la tenue des livres et de la comptabilité financière; les documents comptables et la comptabilité financière consolidée.

La Loi sur la protection des végétaux spécifie les fondements normatifs, économiques et organisationnels des activités des services vétérinaires, de maintien du bien-être phytosanitaire, de préservation de la sécurité des produits bruts ou autres d'origine animale, et elle vise à protéger la santé et la vie des personnes et des animaux.

En outre, le chef d'État de la République du Kazakhstan a ratifié les lois ci-après confirmant l'adhésion de la République du Kazakhstan aux arrangements et accords internationaux de protection des droits de propriété intellectuelle:

- sur la ratification d'un accord sur les mesures préventives destinées à mettre fin à l'utilisation de fausses marques de fabrique ou de commerce et de fausses indications géographiques;
- sur la ratification d'un accord de garantie mutuelle de sécurité des secrets dans le domaine de la protection légale des inventions;

- sur l'accession de la République du Kazakhstan à l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route;
- sur la ratification d'un accord en vue de mettre fin aux violations dans le domaine de la propriété intellectuelle;
- sur l'accession de la République du Kazakhstan à l'Arrangement de Strasbourg sur la classification internationale des brevets;
- sur l'accession de la République du Kazakhstan à l'Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques;
- sur l'accession de la République du Kazakhstan au Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets;
- sur l'accession de la République du Kazakhstan à l'Arrangement de Locarno instituant une classification internationale pour les dessins et modèles industriels;
- sur l'accession de la République du Kazakhstan au Traité sur le droit des marques;
- sur l'accession de la République du Kazakhstan à l'Accord européen sur les lignes les plus importantes de transports combinés internationaux et sur les questions connexes;
- sur l'accession de la République du Kazakhstan à la Convention internationale sur la coordination des conditions d'exercice du contrôle des marchandises aux frontières; et
- sur l'accession de la République du Kazakhstan à la Convention douanière concernant les conteneurs (1972).

Plans pour l'année en cours

À l'heure actuelle, la Majilis (Chambre basse) du Parlement de la République du Kazakhstan examine divers projets de loi: sur les investissements; sur le courrier; sur le code des douanes; sur la publicité; sur les cultures de semences; sur le code de la forêt; et sur la sécurité sanitaire et épidémiologique de la population.

En outre, les ministères compétents mettent la dernière main à un certain nombre d'autres projets de loi: sur le secret commercial; sur l'éducation; sur la réglementation des activités commerciales; sur les transports maritimes; et sur la publicité (voir le tableau synoptique).

Tableau synoptique de la législation de la République du Kazakhstan pour 2002

Projet de loi	Accords de l'OMC pertinents	Teneur du projet de loi	Date prévue pour la présentation du projet au Parlement de la République du Kazakhstan
Loi sur les documents électroniques et leur signature électronique numérique	Accord général sur le commerce des services	La loi établit les fondements juridiques de l'utilisation des documents électroniques comportant une signature électronique numérique, précise les spécifications fondamentales des documents électroniques et de leur signature électronique numérique ainsi que les droits, devoirs et responsabilités des personnes intéressées en matière de circulation des documents électroniques.	Le projet a été présenté au Parlement en juin 2002.
Code de la forêt	Accord sur l'agriculture Accord général sur le commerce des services	La loi établit les fondements juridiques en vue de la protection, de la reproduction et de l'amélioration du potentiel des ressources forestières et écologiques et de leur utilisation efficace.	Le projet a été présenté au Parlement en juin 2002.
Loi portant amendements et ajouts à certains actes sur les activités des avocats	Accord général sur le commerce des services	La loi a pour principal objectif de promouvoir le statut des avocats dans les affaires juridiques et de créer des conditions équitables de protection et de jugement afin d'assurer la concurrence dans l'exercice de la justice.	Le projet a été présenté au Parlement en juin 2002.
Loi portant amendements et ajouts à certains actes sur les activités des notaires	Accord général sur le commerce des services	La loi stipule l'imposition de qualifications complémentaires pour les personnes souhaitant devenir notaires, un barème plancher pour les actes notariaux et l'insertion de précisions dans les fonctions des tribunaux et des cabinets de notaires.	Le projet a été présenté au Parlement en juin 2002.
Loi sur la publicité	Accord général sur le commerce des services Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce	La loi établit des prescriptions générales et spécifiques en matière de publicité: elle prescrit les conditions de sa production, dissémination et utilisation, les conditions et modalités des responsabilités en cas de publicité mensongère, les éléments marquants de la publicité de certains produits, du financement, de l'assurance, des services d'investissement et des sécurités.	Le projet a été présenté au Parlement en juillet 2002.
Loi portant amendements et ajouts à la Loi sur les monopoles naturels	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 Accord général sur le commerce des services	Le projet de loi prévoit l'expansion du champ de la loi existante et l'explication de certaines normes, afin de prévenir leur double interprétation.	Le projet est devant le Sénat.
Loi portant amendements et ajouts à certains actes de la législation kazakhe liés à l'entrée en vigueur de la Loi sur les activités d'architecture, d'urbanisme et de construction au Kazakhstan	Accord général sur le commerce des services	La loi stipule une analyse de la documentation, la détermination de l'efficacité de l'investissement, et l'évaluation de la qualité des projets en fonction de leur conformité ou non-conformité vis-à-vis des normes nationales prescrites.	Le projet sera présenté au Parlement en octobre 2002.

Projet de loi	Accords de l'OMC pertinents	Teneur du projet de loi	Date prévue pour la présentation du projet au Parlement de la République du Kazakhstan
Loi portant amendements et ajouts à la Loi sur les licences	Accord général sur le commerce des services	La loi stipule l'insertion dans la liste des activités des entreprises sujettes à l'obtention d'une licence, la fabrication de drapeaux et d'emblèmes de la République du Kazakhstan ainsi que la fabrication d'objets portant leur image ou leur reproduction sous quelque forme que ce soit.	Le projet sera présenté au Parlement en octobre 2002.
Loi sur l'assurance écologique obligatoire	Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires Accord général sur le commerce des services Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994	La loi définit le mécanisme d'assurance obligatoire dans le cadre de la responsabilité civile et pénale des personnes physiques et morales, garantissant compensation des dommages causés à l'environnement par un acte de pollution imprévu, et garantissant à l'assuré des ressources financières suffisantes pour exécuter les travaux de restauration et de remise en état de l'environnement après la pollution.	Le projet sera présenté au Parlement en septembre 2002.
Loi sur la réglementation par l'État de la fabrication et de la vente de produits du tabac	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires	La loi a pour objet de protéger la santé des personnes en assurant le contrôle par l'État de la qualité des produits du tabac local ou importé et de garantir le versement intégral au budget des taxes d'accise sur la production et la vente des produits du tabac.	Le projet sera présenté au Parlement en septembre 2002.
Loi portant amendements et ajouts à certains actes de la République du Kazakhstan sur les questions de normalisation et de certification	Accord sur les obstacles techniques au commerce	La loi a pour principale fonction de faciliter le passage aux pratiques internationales dans les domaines de la normalisation, de la certification et du contrôle de la qualité. Les amendements portent aussi sur les inspections par les agents de l'État et l'enregistrement des cabinets de consultants fournissant des services dans ce domaine.	Le projet sera présenté au Parlement en septembre 2002.
Loi portant amendements et ajouts à la Loi sur la concurrence et les restrictions des activités monopolistiques	Accord général sur le commerce des services Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994	La loi stipule le transfert des activités des organisations commerciales (unions ou associations) et la coordination des activités des organisations commerciales débouchant ou pouvant déboucher sur la limitation de la concurrence ou l'expansion des abus de position dominante sur un marché.	Le projet sera présenté au Parlement en novembre 2002.
Loi portant amendements et ajouts au Code de l'eau	Accord général sur le commerce des services	La loi définit la politique officielle de l'eau, fixe les grands principes de l'utilisation et de la protection des ressources en eau, établit la base juridique de la promotion et du développement de l'utilisation durable des ressources en eau et de la gestion des relations entre parties dans le domaine des enquêtes sur l'utilisation et la protection efficace des ressources en eau et des installations d'aquaculture.	Le projet sera présenté au Parlement en novembre 2002.

Projet de loi	Accords de l'OMC pertinents	Teneur du projet de loi	Date prévue pour la présentation du projet au Parlement de la République du Kazakhstan
Loi sur l'assurance obligatoire en matière de responsabilité civile des voyageurs et agences de voyages ayant signé des contrats de prestation de services touristiques	Accord général sur le commerce des services	La loi réglemente les dispositions de l'assurance obligatoire en matière de responsabilité civile et pénale des voyageurs et agences de voyages ayant signé des contrats de prestation de services touristiques afin de protéger la propriété, la santé et la vie des tierces parties auxquelles ils auraient pu causer un préjudice dans l'exercice de leur activité professionnelle.	Le projet sera présenté au Parlement en novembre 2002.
Loi sur le marché des valeurs	Accord général sur le commerce des services	La loi prescrit des normes visant à améliorer la réglementation par l'État du marché des valeurs et les rapports découlant de l'émission, de la vente, de la circulation du remboursement des valeurs, valeurs dérivatives et autres instruments financiers faisant l'objet de transactions sur le marché des valeurs. La loi élargit aussi la liste des instruments financiers.	Le projet sera présenté au Parlement en décembre 2002.
Loi sur la réglementation des activités commerciales	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce Accord sur les obstacles techniques au commerce	La loi stipule la réglementation par l'État des activités commerciales, établit la compétence des organes d'État régulant les activités commerciales et précise les types, les modalités et les objets de la réglementation.	Le projet sera présenté au Parlement en décembre 2002.
Loi sur la protection des droits des consommateurs	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 Accord général sur le commerce des services	La loi régit les rapports entre les consommateurs et les acheteurs (producteurs, directeurs) lors de marchés ou de l'expression d'intentions de passer des marchés de marchandises (services, travaux). Elle précise les droits des consommateurs, la protection de ces droits et les mécanismes de vente.	Le projet sera présenté au Parlement en décembre 2002.
Loi portant amendements et ajouts à la Loi sur le droit d'auteur et les droits connexes	Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce	La loi vise à introduire le principe de rétroactivité dans la protection des œuvres, de l'enregistrement obligatoire des accords de licence et de sous-licence ainsi que des précisions sur le calcul et la fixation d'un taux minimum de droit d'auteur.	Le projet sera présenté au Parlement en décembre 2002.
Loi portant amendements et ajouts à certains actes portant sur les activités bancaires et sur la réglementation et le contrôle des changes	Accord général sur le commerce des services Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994	La principale fonction de la loi est de mettre en place la première phase de la libéralisation du régime de change et d'accroître l'efficacité du contrôle des changes.	Le projet sera présenté au Parlement en décembre 2002.

Projet de loi	Accords de l'OMC pertinents	Teneur du projet de loi	Date prévue pour la présentation du projet au Parlement de la République du Kazakhstan
Loi sur l'assurance obligatoire en matière de responsabilité civile des propriétaires de véhicules de transport	Accord général sur le commerce des services	<p>Cette loi a pour objet de protéger les intérêts légitimes des personnes et organisations victimes (au plan de leur vie, santé et/ou propriété) d'incidents de route ou de transport ou de tout autre événement lié à l'exploitation d'un véhicule pouvant être dangereux.</p> <p>La loi prévoit des innovations concernant l'organisation d'une assurance dans l'optique de la pratique internationale et elle se focalise sur la résolution de problèmes réels concernant la responsabilité de propriétaires de véhicules.</p>	Le projet sera présenté au Parlement en septembre 2002.
Loi sur l'assurance obligatoire en matière de responsabilité civile des transporteurs vis-à-vis des voyageurs	Accord général sur le commerce des services	<p>Cette loi a pour objet de protéger les intérêts légitimes des personnes utilisant des services de transports publics et d'améliorer les normes de l'assurance dans ce domaine.</p> <p>La loi prévoit l'élargissement du cercle des personnes reconnues par l'assurance et la création d'une assurance obligatoire pour les services d'autobus assurant le transport interurbain ou interdistrict des voyageurs (à l'heure actuelle, l'assurance n'est obligatoire que pour les transports interrégionaux).</p>	Le projet sera présenté au Parlement en septembre 2002.